

## Brésil : comprendre la crise

dimanche 22 mai 2016, par [Christophe-Alexandre PAILLARD](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Christophe-Alexandre PAILLARD](#), **Brésil : comprendre la crise**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 22 mai 2016.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**Voici une étude de référence sur la crise que traverse le Brésil. Présenté depuis le début des années 2000 comme un pays "émergent" par une agence de notation financière reprise sans discernement, le Brésil traverse une crise qui est le reflet des facteurs de blocage les plus structurels de la société brésilienne. La flamboyance des années Lula a masqué l'essentiel : les réformes structurelles ne se faisaient pas et les mauvaises pratiques politiques et sociales ont perduré par la grâce d'une diplomatie internationale et d'une stratégie de communication efficaces. Le Brésil devrait tirer partie de cette crise pour construire une société reposant sur une plus grande confiance et un minimum d'équité.**

*Condamnés à la civilisation, nous devons progresser ou périr !*

Euclides da Cunha (1866/1909), écrivain et sociologue.

Auteur d'*Os Sertões (Les terres de Canudos)*, premier volume « A Terra », Rio de Janeiro, 1902, à propos de l'homme brésilien et de la guerre qu'a livré le pouvoir central entre 1893 et 1897 aux habitants des confins brésiliens, les Sertanejos.

LA PRESIDENTE du Brésil, Dilma Rousseff, a été éloignée du pouvoir à la suite d'un vote du Sénat fédéral (*Senado Federal*) dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 mai 2016. Elle a été remplacée par son vice-président, Michel Elias Temer Lulia, devenu un opposant à Dilma Rousseff, qui n'appartient pas à son parti politique, le Parti des Travailleurs (PT), mais à un parti de centre droit, le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui était jusqu'à aujourd'hui l'un des partenaires de coalition de la présidente provisoirement destituée. Ce vote du Sénat fédéral fait suite à la mise en œuvre d'un premier vote et d'une procédure d'*impeachment* à l'encontre de la présidente brésilienne par la Chambre des députés (*Câmara dos Deputados*). Ce vote, intervenu le 17 avril 2016, a été approuvé en chambre plénière par 367 voix sur 513. Il s'est traduit par la poursuite de la procédure d'*impeachment* et par la transmission de cette affaire hautement politique au Sénat fédéral. Ce vote devant la Chambre des députés a largement été organisé par Eduardo Cunha, qui était son président, mais cette personnalité politique a depuis lors été démise de ses fonctions le 5 mai 2016 pour des accusations de corruption et de blanchiment d'argent. Or, à la surprise générale des Brésiliens, son successeur, Waldir Maranhão, le président intérimaire de la Chambre des députés, a demandé le 9 mai 2016 l'annulation du vote du 17 avril, contribuant plus encore à accroître les tensions et l'impression de chaos politique qui plane aujourd'hui sur le Brésil. La procédure au Sénat étant toutefois lancée, ce second vote de la Chambre n'a eu aucun effet politique ou juridique.



**M. Temer, Président de la République par intérim**

13 mai 2016, M. Temer lors de son premier conseil des ministres, au palais présidentiel. Source Wikipedia

Pour expliquer les votes des deux chambres, le Congrès national brésilien, constitué du Sénat fédéral et de la Chambre des députés, accuse Dilma Rousseff d'acrobaties comptables ayant aidé à sa réélection en octobre 2014. Elle aurait camouflé la réalité des finances publiques brésiennes et creusé dangereusement le déficit budgétaire pour 2015 afin d'être réélue.

La présidente brésilienne est désormais bloquée au palais présidentiel du Planalto (*Palácio do Planalto*) de Brasilia. Le vote du Sénat fédéral doit déboucher sur une procédure de destitution devant la Cour suprême brésilienne qui devrait durer 180 jours. Si la Cour suprême valide les votes du Congrès national brésilien, Dilma Rousseff est menacée de perdre son mandat si elle est reconnue coupable de « *crime de responsabilité* ».

Cette tragédie politique brésilienne vient couronner un cycle désastreux de huit ans pour ce pays. Le Brésil, pays phare d'un XXI<sup>e</sup> siècle post-moderne, consensuel et multiculturel, serait atteint de tous les maux de la Terre, des retards dans l'organisation des XXXI<sup>e</sup> olympiades de l'ère moderne qui se tiendront à Rio de Janeiro en août 2016, en passant par les difficultés de traitement de l'épidémie liée au virus Zika, la multiplication quasi-quotidienne des scandales de corruption touchant ses élites, ses entreprises et ses services publics, ses mobilisations publiques marquées par la persistance de manifestations de protestation depuis juin 2013 et le déclenchement de la crise des prix des transports publics à São Paulo, ou une récession dévastatrice supérieure à 3% par an.

Pour résumer pareil panorama négatif, le Brésil ne serait revenu au-devant de l'actualité mondiale que pour l'ampleur de la crise économique et sociale qui le frappe et pour le caractère quasi-absurde du comportement de sa classe politique et médiatique qui semble étonner ceux qui ne seraient pas au fait des pratiques courantes de la classe politique brésilienne. **Le Brésil était pourtant considéré comme l'un des pays émergents en pleine croissance des années 2000 et comme l'une des puissances mondiales clefs du XXI<sup>e</sup> siècle.** Il faisait régulièrement l'objet d'un traitement médiatique international très favorable, approche pourtant très critiquable au regard des multiples critères politiques, sociaux ou économiques qui doivent être retenus pour analyser lucidement et le plus objectivement possible les réalités de ce pays. Quelles qu'aient été les réformes engagées dans les années 2002/2016, **le Brésil n'est pas venu à bout durant ces années de trois de ses principaux fléaux : la faiblesse de la bonne gouvernance et de l'esprit civique, le poids sociétal d'une corruption endémique et dévastatrice, la médiocrité des infrastructures et le poids de goulets d'étranglement qui pèsent lourdement sur le tissu économique brésilien.**

Ignorant ces réalités qui sautent pourtant aux yeux dès l'arrivée au Brésil, de nombreux observateurs internationaux se fondaient sur des *a priori* idéologiques favorables aux évolutions politiques du pouvoir brésilien des années 2002/2016. Le Brésil de Luiz Inácio Lula da Silva et de Dilma Rousseff devait être un modèle social et politique pour tous, alternatif aux convulsions de l'ancien monde, qui, en sus, n'était pas marqué du sceau infamant de puissance impériale et expansionniste souvent attribué aux Etats-Unis. Pays pacifique, pays de l'homme cordial décrit par l'écrivain autrichien Stefan Zweig, pays de l'entente raciale et du brassage ethnique, les admirateurs du Brésil du PT ont oublié qu'il n'était pas forcément possible, même en étant doté de la meilleure volonté du monde, de réduire le Brésil à quelques mesures simples, sans revenir sur une histoire et une culture déjà vieilles de plusieurs siècles. Là comme ailleurs, le changement ne se décrète pas d'un simple coup de baguette magique et les

réalités socio-économiques et politiques se sont rappelées au plus humble d'entre nous.

Cette méthode d'analyse était en fait la preuve d'une méconnaissance voire d'une ignorance délibérée des points de blocage socio-économiques brésiliens. Il ne s'agissait pas de regarder le Brésil tel qu'il était, mais bien de construire une représentation d'un Brésil idéal et utile pour ceux qui étaient en quête d'une nouvelle Cité de Dieu [1]. Le Venezuela chaviste et le Cuba castriste ne pouvant plus offrir d'alternative crédible, le Brésil était donc devenu celui en qui il était possible de croire, en oubliant au passage les Brésiliens, leur culture, leur histoire, leurs qualités et leurs défauts.

Trois idées centrales méritent à mon sens d'être développées pour comprendre le Brésil d'aujourd'hui, expliquer la crise et esquisser quelques scénarios possibles d'évolution pour le Brésil des prochaines années.

En premier lieu, cette crise qui touche le Brésil n'est pas nouvelle et elle n'est pas la première des crises structurelles qui frappent périodiquement ce pays, lorsqu'on évoque les crises passées de l'or, du sucre, du caoutchouc, du café ou du *Cruzeiro* en 1994, devise à laquelle s'est substitué le *Real*. Cette énième crise est le reflet d'une société violente et inégalitaire qui reste une marque de fabrique brésilienne depuis son époque coloniale.

Puis, en dissimulant l'absence de vraies réformes structurelles autres que l'incontournable *Bolsa familia*, la flamboyance des présidences Lula a masqué les dures réalités socio-économiques brésiliennes et les difficultés à transformer une société en fait gravement déchirée, pour construire un Brésil comme modèle de la puissance émergente dans l'imaginaire de nos contemporains et alternative aux modèles dominants, en particulier anglo-saxon, mais aussi aux modèles autoritaires asiatiques.

Enfin, loin des clichés et attendus que ce pays véhicule et que l'actuelle crise contribue à accentuer, le Brésil doit tirer parti de cette situation et rechercher la construction des bases d'une société reposant sur une plus grande confiance et sur un minimum d'équité, alors qu'il reste l'un des champions mondiaux des inégalités socio-économiques et des morts violentes hors contexte de guerre.

## **La crise qui touche le Brésil n'est ni la première ni la dernière. Elle n'est que le reflet des facteurs de blocage les plus structurels de la société brésilienne**

Il est possible d'affirmer que [le Brésil](#) a été victime à l'international de ses clichés les plus positifs, comme le fut, en son temps, Stefan Zweig déjà cité. Ce dernier, pour des raisons liées à son parcours personnel, à ses origines et à son destin tragique, fuyant au Brésil l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en 1938, ne voyait plus dans son pays d'accueil que « l'homme cordial » [2]. Il l'opposait à l'idéologie raciale nationale-socialiste, comme fondement explicatif central et déterminant du fonctionnement de la société brésilienne. Dans l'introduction de son ouvrage consacré au Brésil, ce pays, écrivait-il, « *est sans aucun doute destiné à être un facteur des plus importants dans le développement ultérieur de notre monde* ». Il a toutefois minoré la violence des rapports sociaux et de l'histoire brésilienne des quatre siècles précédents pour offrir un contre-modèle à une Europe en crise et en guerre et un espoir à ses

angoisses personnelles. C'était une réalité du Brésil, mais ce n'étaient pas les réalités du Brésil.

Ces vingt dernières années, malgré l'indéniable qualité de nombreux travaux universitaires à caractère scientifique, économique et sociologique sur le Brésil, ses problèmes structurels, qui ne sont pas exactement nouveaux, ont été négligés ou souvent oubliés par de multiples acteurs économiques, financiers et politiques, brésiliens ou étrangers. **Le but était de vendre un Brésil heureux et sans problème, pour attirer les investisseurs** et afficher un Etat modèle dans l'approche multipolaire du monde contemporain, alors que ses problèmes structurels conditionnaient, là comme ailleurs, les réalités. Ils sont aujourd'hui les facteurs explicatifs les plus évidents à l'extrême gravité de la crise.

Mon propos est donc de repartir des faits, économiques, sociaux et politiques, de ce qui structure la société brésilienne contemporaine dans toute sa complexité, non pas pour noircir le tableau d'un pays malheureusement malmené et d'une population qui souffre, mais pour **expliquer la crise**, en comprendre les fondements et voir comment le Brésil peut s'en sortir, au-delà des analyses à chaud de l'actualité immédiate ; sachant que le Brésil n'en est pas à sa première crise structurelle de grande ampleur.

Réduire la crise brésilienne à un simple complot des élites blanches et conservatrices opposées au Parti des Travailleurs (PT) comme seul défenseur des populations pauvres, métisses ou noires, comme il est possible de le lire dans certains journaux ou sites d'information, relève d'une vraie maladresse intellectuelle. Elle est certes la marque d'une approche politique très partisane de cette crise, mais cette théorie et ces raccourcis intellectuels, qui profitent effectivement de déclarations à l'emporte-pièce de manifestants opposés au Parti des Travailleurs, ne permettent pas de conclure pour autant à l'imminence d'un régime autoritaire et/ou réactionnaire pour succéder à Dilma Rousseff, si celle-ci venait effectivement à être destituée à l'issue de la procédure *d'impeachment* engagée en avril 2016.

En effet, même si une très grande majorité des manifestants des années 2013/2016 sont issus des classes moyennes ou supérieures, plutôt blanches et plutôt localisées dans le Sud du pays, la dimension de la crise est telle qu'elle va bien évidemment très au-delà de ces simples constatations statistiques sur les origines raciales ou sociales des manifestants.

La crise touche la totalité de la classe politique brésilienne, et non pas seulement le PT. Le Vice-Président du Brésil, Michel Elias Temer Lulia, désormais président du Brésil, qui pousse la présidente Dilma Rousseff à la démission, est lui-même issu d'un parti centriste, le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), au cœur de toutes les combinaisons politiques brésiliennes depuis trente ans et de nombreux scandales de corruption [3]. Le PMDB n'est pas moins responsable de la crise que le PT. Des soupçons touchent actuellement différents responsables du PMDB. Pour ne prendre qu'un exemple, le parlementaire PMDB Eduardo Cosentino da Cunha [4], élu député depuis 2002 de l'Etat du Paraná et président de la Chambre des Députés depuis février 2015, est soupçonné, dans le cadre de l'affaire *Petrobras*, d'être l'un des liens principaux du PMDB avec les supposés corrupteurs Fernando Falção Soares et Nestor Cerveró, ancien Directeur des affaires internationales de *Petrobras*.

En réalité, confronté à de multiples scandales partis du groupe pétrolier *Petrobras*, [le Brésil](#) voit la totalité de son système politique et économique remis en cause et contesté par des

franges croissantes de son opinion publique, au point d'imposer le chaos au pays. Les élections présidentielles d'octobre 2014 n'ont pas permis d'offrir de solution de sortie politique à la crise. La contestation n'a donc cessé de grandir. Les dépenses liées à la Coupe du monde de football de 2014 et aux Jeux olympiques d'août 2016 organisés au Brésil, la découverte et la confirmation par l'opinion publique du caractère généralisé de la corruption n'ont fait qu'aggraver ce processus.

Ces dysfonctionnements sont une caractéristique structurelle de la société brésilienne. Ce qui est véritablement nouveau, c'est par contre l'ampleur et la durée de la contestation et, surtout, la volonté de l'autorité judiciaire de faire son travail, de combattre la corruption, fléau qui paralyse la société **depuis l'époque coloniale** et menace l'avenir du Brésil. Pour la première fois de son histoire, [le Brésil](#) condamne massivement des élites politiques et économiques qui ont toujours vécu dans la plus complète impunité, à l'exemple du chef d'entreprise Marcelo Odebrecht, condamné en mars 2016 à 19 ans de prison pour faits de corruption et qui risque, en fonction de ses révélations, d'être l'un des principaux dynamiteurs du système politique au-delà d'une éventuelle destitution de Dilma Rousseff.

L'ampleur des révélations déjà publiées a fait descendre [les Brésiliens](#) dans la rue. La capacité de l'autorité judiciaire à faire effectivement son travail et la participation massive et sur longue durée d'un nombre croissant de Brésiliens, que l'on pouvait croire désabusés ou désintéressés, aux manifestations contre la corruption et contre l'incurie des pouvoirs publics sont des faits qui peuvent paraître surprenants. Les premières manifestations de mai/juin 2013 ont vu apparaître des revendications hostiles à la Coupe du monde de football, dans un pays où ce sport est supposé constituer une véritable religion et où les programmes sportifs se taillent la part du lion dans les programmes télévisuels.

Le scandale du groupe pétrolier *Petrobras* et ses conséquences menacent donc de **faire exploser un système politique séculaire** et pas seulement le Parti des Travailleurs de Dilma Rousseff dans les mois qui viennent.

Pour mieux comprendre le déroulé de l'actuelle crise qui frappe le Brésil, il faut rappeler que début 2014, depuis une simple station-service chargée du lavage de véhicules, des enquêteurs ont mis à jour, à partir de fausses factures, l'existence d'un cartel de sous-traitants incluant les plus grandes entreprises de construction du pays qui versaient des dessous-de-table à certains directeurs de *Petrobras* pour obtenir de juteux contrats. Des entrepreneurs de construction, des parlementaires et d'ex-responsables du groupe pétrolier sont soupçonnés et poursuivis pour être impliqués dans cette affaire. Une partie de ces pots-de-vin était reversée à des parlementaires, principalement de la coalition au pouvoir, mais aussi de l'opposition. D'anciens ministres et les présidents des deux chambres du Parlement sont concernés, tout comme des proches de Dilma Rousseff et jusqu'à l'ancien président [Luiz Inácio Lula da Silva](#) lui-même. Le scandale s'est rapproché de ce dernier, au point de le conduire au seuil de l'incarcération sur la base d'accusations pour blanchiment d'argent sale et d'avoir bénéficié de travaux de rénovation immobilière injustifiés du point de vue légal. Cette situation a donc conduit en mars 2016 la présidente Dilma Rousseff à lui proposer le poste de Chef de la Maison civile de la présidence [5], fonction qu'elle occupait elle-même sous les deux présidences Lula da Silva, **pour lui permettre d'échapper pour un temps aux enquêtes des juges**. La bataille ne fait toutefois que commencer, au vu des écoutes téléphoniques, récemment révélées par la presse brésilienne, qui mettent en relief un possible arrangement conclu par Dilma Rousseff pour

permettre à Luiz Inácio Lula da Silva d'échapper à l'incarcération.

Ecrasés par l'ampleur de leurs problèmes, le pessimisme semble gagner tous les Brésiliens qui ne voient pas d'issue à leur crise. Est-ce vraiment fondé ? De fait, **il serait souhaitable d'éviter les interprétations extrêmes**, comme l'a fait le magazine britannique *The Economist* à trois reprises, en naviguant de la Une des 14/20 novembre 2009, « *Brazil takes off* », à celle des 28 septembre/4 octobre 2013, « *Has Brazil blown it ?* », puis à celle de « *the betrayal of Brazil* » le 23 avril 2016.

*The Economist* utilise dans les trois cas le même fond de couverture centré sur la statue du Christ rédempteur du Corcovado qui, dans un cas, décolle comme une fusée, dans un autre, part en vrille en direction de la baie de Guanabara ou du parc forestier de la Sierra da Carioca, autour de Rio de Janeiro, et finalement avec un Christ rédempteur qui brandit une pancarte « help ». En clair, au Brésil, la situation serait noire ou blanche pour de nombreux analystes et le gris n'existerait pas ; approche qui n'est pas sans rappeler les paroles de la chanson brésilienne, en version française « *tu veux ou tu veux pas* », intitulée « *nem vem que não tem* » : « c'est noir ou blanc mais ce n'est pas noir et blanc ». Pourtant, il est utile de le rappeler, **comme partout** et contrairement à cette chanson, les réalités brésiliennes sont marquées par le gris et l'entre-deux.

Le passé brésilien est là pour nous rappeler **qu'au Brésil comme ailleurs, la crise est une composante de la vie de ce pays**. La crise des années 2008/2016 a des causes externes au Brésil, mais elle est aussi la conséquence du recul général des prix des matières premières à la faveur de la crise financière et économique mondiale. **Le Brésil, malgré son industrie et ses services, reste dépendant de ses ressources naturelles qui sont la cause de crises cycliques**.

La première grande crise structurelle brésilienne liée aux matières premières est née au XVIII<sup>e</sup> siècle, à une période où l'économie brésilienne était basée sur la canne à sucre, de 1530 aux années 1700. C'était l'ère de la canne à sucre. Même si le sucre brésilien était réputé pour sa grande qualité, son industrie dut faire face à une crise majeure lorsque les Hollandais et les Français commencèrent à produire du sucre aux Antilles, situées beaucoup plus près de l'Europe. Cette crise entraîna une baisse du prix du sucre dans les années 1720 et la première vraie crise structurelle de l'histoire contemporaine brésilienne. Deuxième exemple, la découverte d'or et de diamants dans ce qui est aujourd'hui l'Etat du Minas Gerais à partir de 1729 provoqua une intense spéculation qui ne se résorba qu'à la fin de ce siècle avec l'épuisement des filons découverts et l'arrivée en 1808 de la cour royale portugaise à Rio de Janeiro. Troisième exemple, le Brésil s'est lancé à corps perdu à partir de 1879 dans l'exploitation du caoutchouc naturel en Amazonie. Cette fièvre spéculative a duré jusqu'en 1912 et c'est la concurrence des plantations de l'Asie du sud-est qui a mis fin à ce phénomène. Enfin, quatrième et dernier exemple, la crise de 1929 a provoqué une crise massive de surproduction de café et de produits laitiers et carnés dans les années 30, conduisant en 1930 à la fin de la I<sup>ère</sup> République dite du « *café com leite* » pour rappeler le poids des oligarchies du café et de l'élevage bovin. Les planteurs brésiliens en sont venus à brûler du café dans les locomotives, autre image d'Epinal de la crise de l'entre-Deux-Guerres. Ces quatre exemples, au même titre que la crise de la dette en 1982 ou la puissance crise inflationniste des années 1990/1994, ont marqué l'histoire brésilienne car, conséquence d'une gestion chaotique des ressources brésiliennes, ces richesses ont souvent conduit les autorités coloniales portugaises

et brésiliennes à repousser la modernisation du pays et les réformes dont avait besoin cet immense territoire. De fait, les années postérieures au lancement du plan *Real* en 1994 et la stabilisation des prix ont pu faire croire à l'avènement d'un âge d'or brésilien, comme lors de toutes les crises précédentes des matières premières.

Cette vision d'un Brésil heureux est même devenue un critère dominant d'appréciation de ce pays, comme pouvait en témoigner le commentaire du ministère français des Affaires étrangères qui affichait en 2012, sur son site, l'analyse suivante : « *le Brésil est d'ores et déjà devenu un acteur global. Il pèse sur la politique mondiale et nous aide à faire ce monde multipolaire que l'on veut construire* » [6].

Or, loin de cette perception, les facteurs internes de blocage de la société brésilienne, nombreux et anciens, ont perduré. Ils ne sont pas liés aux choix politiques faits depuis la fin du régime militaire en 1985, qu'il s'agisse de la corruption, du caractère kafkaïen des procédures bureaucratiques et administratives, de la faiblesse des infrastructures et des systèmes logistiques, du niveau réel de développement des écoles primaires ou de l'état plus qu'insatisfaisant des réseaux d'eau potable pour des franges très importantes de la population brésilienne [7] ; ils sont d'abord **une réalité structurante** du Brésil contemporain.

Pour ne citer que le point lié aux faiblesses structurelles les plus prégnantes et à leur impact sur la crise actuelle au Brésil, l'état médiocre du traitement et de l'approvisionnement en eau potable, tout comme la question du traitement des eaux usées, permet très largement d'expliquer la virulence du virus Zika au Brésil parmi les populations les plus pauvres qui sont le plus souvent contraintes de stocker de l'eau non-traitée dans des containers à ciel ouvert, parfaits réceptacles pour les moustiques porteurs du virus. L'importance de ce virus n'a pas été perçue par les autorités brésiliennes, bien que le virus soit arrivé au Brésil en 2014. Les autorités sanitaires sont passées à côté d'un problème majeur de santé publique. Il est donc normal que l'opinion publique demande aujourd'hui des comptes à ses dirigeants également sur ce sujet là.

En phase avec l'actualité la plus immédiate de ce pays, différentes questions de développement économique et humain ont récemment fait l'objet de débats et d'échanges lors de la « semaine du climat » (*semana do clima*) préparatoire à la COP21 de Paris [8] de décembre 2015, manifestation organisée par les autorités brésiliennes, le *World Wildlife Fund* (WWF) et la Représentation permanente de l'Union européenne au Brésil [9]. La gravité des thèmes abordés à cette occasion a justifié une présence ministérielle brésilienne et l'intervention de nombreux experts et personnalités reconnues, comme l'ancien Ministre de la Culture et artiste Gilberto Gil. La problématique de l'accès à l'eau potable, comme facteur clef de blocage de tout progrès pour nombre de familles brésiliennes, a été rappelée, malgré les efforts faits ces dernières années pour sortir de nombreux Brésiliens de la pauvreté et leur apporter ce service [10].

**La crise n'est pas la première qu'affronte le Brésil, mais son ampleur reste liée à l'existence d'un bilan**



## économique désastreux

Pour comprendre la très grave crise politique, économique, [sociale](#) et financière qui touche le Brésil et le conduit à s'enfoncer toujours plus avant, sans véritable capacité de rebond identifiée à court ou moyen terme, il est nécessaire de dresser un panorama exhaustif des principales données macroéconomiques brésiliennes. Pour résumer simplement le contexte socio-économique actuel, toutes ses grandes données se dégradent dangereusement. Le pays court **un risque élevé de chaos économique** si aucune mesure effective n'est prise par des autorités politiques aujourd'hui empêtrées dans des jeux de couloir délétères. Aucun indice ne vient malheureusement tempérer ce constat économique pour 2016 et certainement pour les trois prochaines années qui viennent.

En 2016, le Brésil reste la neuvième économie mondiale, même si, sur ce point, le Brésil a reculé. En effet, le PIB du Brésil était au 15ème rang mondial en 2000. Il a dépassé le Royaume-Uni en 2010, devenant la 6ème économie mondiale, mais ce dernier est repassé devant le Brésil fin 2012. Le PIB brésilien devait dépasser la France en 2015 ; ce ne fut pas le cas. C'est au contraire le Royaume-Uni qui a dépassé celui de la France en décembre 2014. Le Brésil était encore le 7ème PIB mondial en 2014 ; mais, en 2015, l'Inde et l'Italie l'ont en principe devancé [\[11\]](#).

Malgré ce positionnement encore flatteur, le Brésil, il faut une nouvelle fois le rappeler, fait clairement face à la pire crise économique de son histoire, y compris celle de 1931 lorsque le café était utilisé comme combustible et brûlé dans les locomotives des chemins de fer. Parmi les paramètres les plus dégradés, il faut d'abord citer les chiffres de la croissance d'encre +0,2% en 2014, à laquelle s'est substituée une récession de -3,1% en 2015 et de probablement -3,05% en 2016, selon les dernières prévisions des autorités brésiliennes affichées en mars 2016 [\[12\]](#). Le Fonds monétaire international (FMI) estime pour sa part la récession à 3,5% en 2016 et les marchés financiers brésiliens à 3,6% [\[13\]](#). 2017 ne devrait pas être meilleure.

Le chômage atteint 8,2% de la population active en février 2016, soit un niveau équivalent à celui de 2009 [\[14\]](#), année de référence en terme de hausse du chômage, et connaît un bond spectaculaire de plus de 500 000 chômeurs supplémentaires entre février 2015 et février 2016, entraînant des millions de Brésiliens vers un retour quasi-certain à leur niveau de pauvreté des années 1990. Le chômage devrait continuer de croître en 2016 et pourrait atteindre 10% de la population active très rapidement.

Incapables de maîtriser les dépenses publiques, les autorités brésiliennes ont été contraintes de subir une dégradation des comptes de l'Etat. Après 3,25% du PIB de déficit budgétaire en 2013, le déficit public est passé à 6,7% du PIB en 2014. En 2015, le Brésil a enregistré un déficit public de 10% du PIB. Les prévisions les plus raisonnables tablent sur un déficit public d'au moins 10% du PIB en 2016. La dette publique est passée de 54,8% du PIB en 2012 à 67,6% en 2015. L'endettement public brésilien devrait probablement atteindre 80% du PIB d'ici 2019. Conséquence de cette situation, le ministre des finances, Joaquim Levy, a démissionné le 19 décembre 2015. Le gouvernement brésilien prévoit donc de nouvelles coupes budgétaires de 6 milliards de dollars US supplémentaires au printemps 2016, portant le total des réductions de dépenses attendues à près de 13 milliards de dollars US pour l'année 2016 [\[15\]](#).

L'inflation, l'un des principaux fléaux de ces dix dernières années, alors qu'on la croyait limitée, atteignait 10,67% en 2015, contre 6,1% en 2013 et 6,3% en 2014, loin en tout cas de l'objectif affiché de 4,5% des autorités brésiliennes, alors que certains prix spécifiques ont flambé, comme l'électricité, avec une hausse de 51% des tarifs en 2015. Les autorités brésiliennes prévoient 7,5% fin 2016, au-dessus du plafond maximal fixé par la Banque centrale du Brésil pour 2016 de 6,5%. Tout est du coup beaucoup plus cher au Brésil, au moins pour les biens importés. Ainsi, un Iphone 5, bon étalon comparatif de prix entre pays, coûtait en moyenne 649 dollars US aux Etats-Unis en 2015, 832 dollars en Corée du Sud, 974 dollars en Italie et 1 182 dollars au Brésil, hors contrats intégrant l'achat du téléphone, selon des estimations fournies par Bloomberg et reprises dans de nombreux sites d'information économique comme *Business Insider* [16].

Les taux d'intérêt heurtent l'ensemble de l'économie pour contenir l'inflation. Le 21 janvier 2015, la Banque centrale du Brésil (BCB) a relevé son taux directeur d'un demi-point de 11,75% à 12,25%, dans l'espoir de freiner l'inflation. Il a été remonté de nouveau à 13,25% le 30 avril 2015. Evaluant le contexte macroéconomique et les projections de l'inflation, le Comité de politique monétaire (COPOM) de la banque centrale a décidé à l'unanimité de relever le taux SELIC, le taux directeur brésilien. Le 30 juillet 2015, la BCB a engagé une nouvelle hausse du taux directeur avec 14,25%, son plus haut niveau en neuf ans. Le 22 octobre 2015, la BCB a confirmé maintenir ce taux et il n'a pas bougé depuis lors. A titre de comparaison, pour un taux directeur de 14,25% au Brésil, la France disposait d'un taux de 0,05% en décembre 2015.

Ces taux extrêmement élevés du crédit paralysent l'activité économique. En 2014, selon la BCB, le stock total de crédit du système financier a faiblement progressé pour atteindre 58% du PIB. En 2015, le stock total de crédit a enregistré une hausse de 9,1% sur un an, pour atteindre 3.160 milliards de Reais (BRL), soit près de 800 milliards de dollars US et un niveau global de 55% du PIB ; ce qui témoigne d'un recul du poids du crédit par rapport à l'ensemble de l'économie brésilienne. Cette évolution négative du crédit aurait pu prendre une ampleur supérieure si le crédit administré n'avait connu une croissance de 13,8% pour aider à la relance de l'économie, alors que le crédit dit « libre » n'a que très légèrement progressé de 4,9% durant la même période, témoignant, d'une part, de la frilosité des banques et, d'autre part, d'une impossibilité des ménages et des entreprises à recourir plus largement au robinet du crédit pour relancer l'économie.

Cette frilosité des acteurs économiques et financiers s'explique par l'importance des taux d'intérêt moyens annuels qui s'établissaient à 29,3% à l'automne 2015, soit 46,2% pour les crédits dits « libres » et 9,8% pour les crédits subventionnés, contre 21,3% en 2014, dont 33% pour les crédits dits « libres » et 7,9% pour les crédits subventionnés. D'évidence, **de tels niveaux de taux d'intérêt contribuent à la paralysie croissante de l'économie**. Unique conséquence positive de cette situation, le taux de défaut pour rembourser les crédits ouverts est resté stable à 3,1% en 2015, soit 3,9% pour les ménages et 2,4% pour les entreprises, du fait que les ménages ou les entreprises faiblement solvables sont *de facto* exclus du marché du crédit. En moyenne, le taux moyen du crédit dépasse les 35% pour les ménages brésiliens, ce qui correspond à un taux totalement usuraire au regard des taux français (environ 18%), mais il reste contenu à moins de 20% pour les entreprises.

Sujet majeur d'inquiétude, malgré le tassement global du crédit, les ménages sont de plus en

plus endettés et menacés. Leur endettement représente 61,1% du PIB début 2016, avec un dérapage massif des crédits liés à l'immobilier. Comprenant l'ampleur croissante du désastre et pour limiter les risques systémiques et politiques liés à l'endettement des ménages, le gouvernement brésilien a mis en place des formations gratuites appelées *Écoles d'Éducation Financière* qui s'adressent aussi bien aux salariés qu'aux retraités et aux étudiants. Elles visent à sensibiliser la population aux risques liés à la multiplication des crédits à la consommation. L'objectif est de leur faire comprendre qu'en achetant de manière impulsive, ils peuvent se mettre en danger financièrement. Autre problème, en plus d'acheter à crédit, les Brésiliens sont régulièrement abusés par les organismes financiers. A titre d'exemple, le crédit *revolving* atteint 85% avec certaines cartes de crédit et il suffit de se rendre au Brésil pour voir à quel point les publicités en faveur du crédit sont extrêmement agressives.

Conséquence logique de cette situation du crédit, l'activité dans le bâtiment s'est effondrée, touchant plus particulièrement le secteur du logement, et la perspective des Jeux olympiques, qui n'affectent en réalité que certains secteurs précis de la ville de Rio de Janeiro, n'a strictement rien changé à la situation immobilière brésilienne. Autre conséquence de ces taux d'intérêt élevés, l'investissement stagne ou recule suivant les secteurs, faute de disposer de capacités de financement correctes. La stagnation des salaires et la hausse des prix obligent les ménages à s'endetter pour faire face à la situation, poussant de plus en plus de familles au surendettement. Ce qui laisse entrevoir fort logiquement une hausse des défaillances en 2016 et pour les années à venir. De fait, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 25% en 2015. A ce panorama s'ajoute la stagnation ou le recul des recettes fiscales, variables suivant les secteurs d'activité.

Tenant compte de la dégradation générale des perspectives macroéconomiques brésiennes, les notations attribuées au Brésil par les agences *Standards & Poors* (BB avec perspective négative), *Fitch Ratings* (BB+) et *Moody's* (BAA3) n'ont cessé de se dégrader jusqu'à atteindre aujourd'hui **le seuil d'obligations pourries** pour les titres brésiliens (en clair, les acteurs financiers ont perdu toute confiance dans l'économie brésilienne). Le *Real* continue de reculer par rapport au Dollar américain avec -32,6% en valeur entre début 2015 et début 2016, favorisant certes pour une part les exportations brésiennes, mais renchérissant aussi très fortement les importations-clefs comme les biens intermédiaires nécessaires à son industrie, qu'il s'agisse de machines outils ou plus globalement d'équipements industriels comme des calculateurs. Sa balance commerciale est passée dans le rouge en 2014 pour la première fois depuis 2000 (elle était négative entre 1995 et 2000), soit -3,93 Mds US\$, après avoir connu des excédents de +2,38 Mds US\$ en 2013, +19,4 Mds US\$ en 2012 et +29,8 Mds US\$ en 2011. Elle a certes connu un rebond en 2015 avec un excédent de +19,6 Mds US\$, mais il est uniquement lié au fort ralentissement de sa demande intérieure. De plus, la dégradation de la situation économique de partenaires importants du Brésil (Chine ou Argentine) ne fait qu'ajouter aux perspectives impactant les exportations brésiennes.

Une telle avalanche de données négatives ne fait qu'accentuer la pression sur le Brésil des opérateurs financiers internationaux qui craignent un défaut de paiement. La situation économique est à ce point dégradée qu'il est légitime de se demander si le Brésil avait vraiment atteint la maturité économique que nombre d'éditorialistes lui prêtaient dans les années 2002/2008. **La lucidité n'a pas été au rendez-vous de la majorité des écrits d'analystes économiques de la presse internationale**, alors que l'évidence des freins structurels à la croissance et au développement sautaient et continuent de sauter aux yeux de visiteurs du Brésil, même non-avertis. A compter de 2001, les concepts financiers - repris sans

discernements par les journalistes - de BRICs, de pays émergents et de diplomatie active ont masqué l'essentiel : le Brésil avait certes des atouts économiques réels et faisait des efforts de réduction de ses inégalités sociales, par exemple au travers du système de *Bolsa familia*, mais **rien n'était fait pour moderniser ses services publics, réduire la violence urbaine (sauf opérations spectaculaires destinées à rassurer la presse internationale), contenir une corruption endémique, limiter les procédures administratives inutiles, investir massivement dans les écoles primaires et faire un effort de grande ampleur en matière de gouvernance à tous les niveaux de la société brésilienne.**

Durant sa présidence, Lula da Silva avait adopté un ton volontaire et combatif sur le plan économique, révélateur d'une volonté de puissance du Brésil en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Les aspirations brésiliennes à la puissance semblaient fondées ; un rapport de la banque d'investissement *Goldman Sachs* paru en 2003 incluait d'ailleurs le Brésil dans le groupe des quatre économies émergentes (Brésil, Russie, Inde et Chine) [17] qui allaient dépasser les puissances établies comme les pays européens au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **La flamboyance des années Lula a masqué l'essentiel : les réformes structurelles ne se faisaient pas et les mauvaises pratiques politiques et sociales ont perduré par la grâce d'une diplomatie internationale et d'une stratégie de communication efficaces**

D'un strict point de vue international, le Brésil dispose d'atouts évidents. C'est un pays-continent de plus de 8,5 millions de km<sup>2</sup> et il est fort d'une population d'environ 204 millions d'habitants. Il dispose de richesses naturelles que peu de pays possèdent dans le monde. Pour ne donner que quelques exemples, il bénéficie de ressources énergétiques abondantes, avec des réserves potentielles de pétrole *offshore* proches d'au moins 33 milliards de barils, d'un portefeuille énergétique issu à 46% des énergies renouvelables, reposant très largement sur des capacités hydroélectriques auxquelles ne peuvent se comparer que celles de la Russie ou du Canada. Il possède la plus grande réserve de biodiversité de la planète (30%), entre autre grâce au bassin amazonien. Elle devrait logiquement lui permettre de devenir une grande puissance pharmaceutique et biotechnologique du XXI<sup>e</sup> siècle [18], si d'autres puissances et des entreprises qui ne sont pas brésiliennes ne déposent pas leurs brevets en premier.

Croyant dans son avenir, le Brésil a demandé avec une certaine constance, au titre de ce qu'il estimait devoir être son rôle de nouvelle puissance [19], un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité [20] et une remise à plat en sa faveur des règles de fonctionnement de groupes comme le G8, dont il n'est pourtant pas membre, ou celles du G20 dont il est effectivement un membre actif. Pour appuyer sa démarche vis-à-vis des autres Etats du monde et des organisations internationales, le Brésil est sorti de ses frontières pour participer à différentes opérations de maintien de la paix organisées par les Nations unies, justifiant ainsi son nouveau rôle sur la scène internationale.

A ce titre, le Brésil a pris la direction de la MINUSTAH en avril 2004, la mission des Nations unies en Haïti, et s'est trouvé directement confronté en janvier 2010 à l'ampleur du tremblement de terre ayant ravagé la capitale de ce pays, Port-au-Prince. Certains Brésiliens

présents en Haïti, comme la célèbre pédiatre Zilda Arns Neumann [21], fondatrice de l'ONG *la pastorale de l'enfant*, ont laissé leur vie dans cet événement tragique.

Pourtant, ces revendications ne font pas tout. Comme tous les pays connaissant d'importantes difficultés structurelles, le Brésil n'échappe pas à l'introspection critique et à une réflexion sur le déclin ou la décadence. Paru en 2014 et malheureusement non traduit en langue française, l'ouvrage au titre provocateur de Felipe Miranda *O fim do Brasil* (La fin du Brésil) [22] pourrait être qualifié d'ouvrage décliniste. Son auteur revient sur vingt ans de politiques économiques brésiliennes, depuis la mise en place du Plan *Real* en 1994, destiné à stabiliser la devise brésilienne, contenir l'inflation et redresser le pays, jusqu'aux années de la première présidence de Dilma Rousseff (2010/2014). **Felipe Miranda [23] s'interroge sur un scénario d'argentisation de l'économie brésilienne qui, clairement, est en passe de se réaliser en 2016.** Il prévoit que le Brésil va être confronté à dix années de récession ; ce qui est probable, au vu de la dégradation croissante de l'ensemble des paramètres clefs de l'économie brésilienne.

Le constat de Felipe Miranda est cohérent et souvent vérifié, mais le Brésil conserve encore des atouts permettant d'éviter le chaos, au moins partiellement. Ainsi, il disposait encore d'une réserve internationale en devises de 356 milliards de dollars US fin 2015. Son système financier réglementé est normalement construit pour résister, du moins pour le moment, aux risques structurels. Quoi qu'on pense de la crise politique en cours, la stabilité politique du pays a été consolidée depuis 1994 et elle est favorisée par un contexte régional stable. Il reste le plus grand exportateur mondial de produits agroalimentaires avec les Etats-Unis et cette situation lui garantit un fort volume d'affaires, indépendamment du contexte intérieur et de la crise mondiale. Son marché externe reste diversifié, avec des partenaires commerciaux dans le monde entier et des biens dont la valeur ajoutée pourrait augmenter si la situation économique internationale venait à s'améliorer, même si la balance commerciale connaît aujourd'hui d'importantes fluctuations.

Ces faits ne peuvent masquer **la prégnance d'un véritable règne des illusions [24]** qui s'est étendu dans les années de la présidence Lula da Silva. D'abord de l'extérieur, où l'image renvoyée aux Brésiliens était celle de la puissance adaptée au nouveau monde de la multipolarité, et ensuite de l'intérieur par les Brésiliens eux-mêmes qui se sont convaincus qu'ils étaient en train de devenir ce nouveau modèle international d'Etat post-moderne. De fait, la diplomatie très active du président Luiz Inácio Lula da Silva, dès son arrivée au pouvoir le 1er janvier 2003, a conduit à l'affirmation d'un nouveau Brésil sur la scène internationale et a, d'une certaine façon, **masqué d'importantes réalités sociales et économiques internes.** Dès son arrivée en Chine en mai 2004, l'un de ses premiers grands voyages, il n'a pas hésité à déclarer que « *le Brésil voulait créer une force politique pour que les pays en développement soient entendus dans les organismes internationaux qui régissent l'économie, la politique et le commerce mondiaux* » ; donnant ainsi un cadre à son action au sein du groupe des grands pays émergents, devenu BRICS après 2010, avec l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde et la Russie.

Le président brésilien a effectivement séduit tous ses interlocuteurs, de forum de Davos en réunion du G20, sans pour autant renier l'étape locale et obligée, pour un homme politique issu du Parti des travailleurs (PT), du Forum social mondial de Porto Alegre, passant plus de 150 jours par an en moyenne à l'étranger durant les premières années de sa présidence. En partant au 1er janvier 2011 et en cédant la place à Dilma Rousseff, qui fut sa plus proche

conseillère au palais présidentiel du Planalto de Brasilia, **il a laissé une image qu'on pourrait qualifier d'iconique dans l'opinion publique mondiale, troublant l'appréciation d'un constat objectif des réalités du Brésil et de ses faiblesses.**

A ce moment de son histoire, le Brésil s'est affiché sans complexe sur la scène internationale et il a agi à plusieurs niveaux dans les institutions internationales comme régionales, par exemple dans le Mercosul [25] ou l'Unasul. Il est intervenu en collectif ou pour son propre compte grâce au soutien d'une diplomatie efficace, réussissant d'ailleurs à imposer sa voix au sein de l'organisation de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Au sein de l'OMC, le Brésil a consciencieusement poursuivi à partir de 2002 une stratégie visant à se lier aux intérêts des pays les plus pauvres afin de remettre en question les politiques les plus protectionnistes des pays développés, en particulier dans l'agro-alimentaire, et permettre à ses entreprises de s'y engouffrer, de gagner des parts de marché et d'accroître leurs exportations. Les déplacements du président Luiz Inácio Lula da Silva ont d'ailleurs été l'un des plus grands instruments de promotion de l'industrie et de l'agriculture brésiliennes de ces vingt dernières années, contribuant à l'affaiblissement de la PAC européenne et au démantèlement des Organisations communes de marché (OCM), comme celle du sucre. C'est d'ailleurs cette situation que remettent en cause les agriculteurs français aujourd'hui.

L'importance de ce dossier agricole pour le Brésil s'explique par le fait que l'agriculture occupe une place très particulière dans la vie économique et sociale du Brésil. Elle est le moteur du commerce extérieur brésilien et l'agrobusiness brésilien est devenu un incontournable des marchés internationaux agricoles. Bien que le Brésil se soit efforcé de diversifier son économie de 1994 à 2016, en investissant dans les hautes technologies et les énergies nouvelles, c'est toujours sur le terrain agricole que se joue l'affrontement avec les autres puissances émergentes et les puissances économiques traditionnelles.

Face à lui, la Chine, qui est devenue son premier partenaire commercial devant les Etats-Unis et l'Argentine, semble ramener le Brésil à son seul rôle historique d'exportateur de matières premières non-transformées, qu'il s'agisse de denrées agricoles ou de minerais. Le Brésil a certes saisi l'opportunité du réveil chinois, conscient que la montée en puissance de la demande asiatique était en train de redessiner la carte commerciale mondiale. Mais, si ce « partenariat » a montré à quel point le Brésil était lancé dans la compétition internationale, son lien avec la Chine, au titre des BRICS, n'a pas du tout aidé l'économie brésilienne à se diversifier.

Au contraire, en 2016, il faut constater que l'économie brésilienne se « reprimarise », perpétuant sa vulnérabilité économique et sociale. 75% du commerce brésilien vers la Chine est en effet constitué de produits de base : soja, cellulose, minerai de fer, viande, jus d'oranges, etc. et non de produits réellement transformés. Or, 16% des importations brésiliennes viennent de Chine et 18% des exportations en 2015. La Chine prend d'importantes parts de marché aux Brésiliens sur les marchés mondiaux pour les produits manufacturés, à l'exemple du marché de la chaussure aux Etats-Unis, et se contente de leur acheter des matières premières non-transformées. L'industrie sidérurgique brésilienne a d'ailleurs fait les frais de cette politique, car la Chine préfère acheter du minerai de fer au Brésil plutôt que de l'acier produit au Brésil pour son industrie. Malgré la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux des autres pays du Groupe de Cairns créé en 1986, comme l'Australie ou l'Argentine, et celle des Etats-Unis et de l'Union européenne, le Brésil était et est perçu comme

l'un des trois géants mondiaux de l'agroalimentaire, avec les Etats-Unis et, ne l'oublions pas, la Chine.

Pour appuyer ses positions, dans le domaine agricole comme tous les secteurs économiques, au cours de ses nombreux voyages, le président brésilien s'est rendu en Afrique, en Inde, en Chine, dans les pays arabes et bien évidemment dans les pays développés. Il est devenu un interlocuteur écouté et aussi contesté de la question nucléaire iranienne, organisant en 2010 une position originale avec la Turquie sur ce sujet très sensible. Comme le précisait d'ailleurs le quotidien *Le Monde* dans son article du 30 septembre 2003 publié sous le titre « à *Cancun*, le Brésil est devenu un acteur global », « pour les Africains, les Brésiliens sont les descendants qui ont réussi » ; rappelant ainsi que la présidence Lula da Silva était aussi celle du rappel historique aux racines africaines du Brésil.

La stratégie de Lula da Silva s'est appuyée sur ce qui commençait à ressembler à un début de *soft power* à la brésilienne aujourd'hui bien malmené par la crise. Usant d'une surabondance et de l'excès d'utilisation des clichés par les Brésiliens eux-mêmes, il était courant de voir dans les décorations des devantures de restaurants estampillés *world food*, dans la confection *sportswear*, chez les disquaires revendeurs de *world music* ou le plus souvent sur les stades de football impliquant la sélection brésilienne les deux couleurs phares du drapeau brésilien que sont l'or (en fait le doré) et le vert qui, à elles deux, constituent « l'Auriverde » [26] et donnent son nom à la bannière brésilienne. L'Internet, par exemple des sites sportifs liés au football, au surf ou au volleyball, fourmille de photographies brésiennes aux couleurs du Brésil. Le message transmis par ces images est transparent : le Brésil est un pays jeune, sexy, dynamique et rassembleur. Il est en quelque sorte le modèle vers lequel devraient tendre tous les Etats du monde en quête de mondialisation et de fusion. Cette simplicité du message est une aubaine pour le gouvernement brésilien, mais aussi pour des produits qui, par la seule expression de ces deux couleurs, n'auraient plus besoin d'autre message publicitaire explicite pour faire connaître leur origine et leur qualité.

Marqués par ce *soft power* et cette capacité du Brésil à se rendre sympathique, l'ascendant pris sur l'ensemble très hétérogène des pays du « Sud » et du groupe des BRICS s'est affirmé à partir d'août 2003 avec la constitution, à l'initiative de la diplomatie brésilienne et sous la coordination du ministre brésilien des relations extérieures, Celso Luiz Nunes Amorim, d'un groupe informel de pays émergents, **le G20**, en réaction au compromis euro-américain proposé à l'Organisation mondiale du commerce sur les questions agricoles. **De fait, le G20 est né dans les esprits du palais d'Itamarati, le ministère brésilien des affaires étrangères.**

Soucieux d'éviter tout rappel au tiers-mondisme, Celso Luiz Nunes Amorim s'est activé durant huit ans à faire de la diplomatie brésilienne un outil pragmatique du G20. Le Brésil a ouvert 68 ambassades et consulats en dix ans, la plupart en Afrique et dans les Caraïbes. La Chine est même devenue en 2009 le premier partenaire commercial du Brésil.

Avec Luiz Inácio Lula da Silva, plus que Dilma Rousseff, le Brésil s'est perçu comme le « pays du futur », même si George Clemenceau ou le général De Gaulle ne sont pas les créateurs de cette expression, contrairement à ce qu'affirment de nombreux commentaires sur Internet (en réalité, personne ne connaît l'auteur à l'origine de cette expression). Or, aujourd'hui, le Brésil est difficilement un « pays du présent », à l'aune des difficultés qui le submergent.

Luiz Inácio Lula da Silva est devenu lui-même un cliché, à l'image de ce qui résume le Brésil dans l'imaginaire de nombre de Français, ou d'autres d'ailleurs. Faites un test dans votre entourage. Le Brésil est l'un des pays du monde qui véhicule le plus de clichés aisés à identifier. Parmi les cinq mots clefs qui reviennent le plus souvent pour qualifier le Brésil, on trouve, dans l'ordre : football, carnaval, samba, bikini et favelas. Même les ouvrages les plus réussis et les plus sérieux sur ce pays n'évitent pas une incursion sur ces terres-là. En élargissant l'analyse aux diverses images d'Épinal du Brésil, on retrouve Copacabana, Carmen Miranda (la chanteuse et actrice des années quarante aux tenues extravagantes), *les trois caballeros*, un dessin animé de Walt Disney où Joe Carioca, un perroquet, présente son Brésil et Bahia aux côtés du canard Donald et de la sœur danseuse de l'actrice Carmen Miranda, la capoeira, la caipirinha, etc. De telles perspectives si caricaturales pourraient bien sûr prêter à sourire ou sembler décourageantes pour une nation qui se voulait désormais une puissance agricole, industrielle et politique de premier rang et qui aspirait tout de même à être autre chose qu'une jolie fille sur papier glacé en train de déambuler sur les plages de Rio de Janeiro. L'image globale est certes agréable, mais elle ne peut logiquement correspondre aux réalités d'un vaste pays complexe et en pleine crise.

Cette dimension reste toutefois difficile à contrecarrer, car les Brésiliens eux-mêmes ne sont pas avares de clichés lorsqu'il s'agit de vendre leur pays aux touristes ou aux hommes d'affaires. D'ailleurs, là encore, faites un deuxième test : utilisez les moteurs de recherche les plus usités pour trouver des images sur le mot Brésil, et le football comme la jolie fille (*Garota* ou *Gata*) en maillot apparaissent dès la première page, avec une petite mention complémentaire pour le pain de sucre ou le Corcovado de Rio de Janeiro qui, comme la tour Eiffel pour la France, semblent servir d'images emblématiques à tour de rôle pour illustrer des disques, des livres et des produits *made in Brazil*.

## **Le Brésil doit tirer partie de cette crise et construire une société reposant sur une plus grande confiance et un minimum d'équité, alors qu'il reste l'un des champions mondiaux des inégalités socio-économiques et des morts violentes hors contexte de guerre**

Le Brésil peut certes se réformer mais trois facteurs semblent particulièrement rédhibitoires pour parvenir à sortir le pays de son ornière.

**Premier de ces obstacles, l'éducation des masses et leur aptitude à accepter un changement et à le comprendre.** Au Brésil comme partout dans le monde, France comprise, le poids croissant de médias, de programmes audiovisuels et de réseaux sociaux marqués par l'instantanéité rendent ambivalentes les réactions des opinions publiques. Les Brésiliens donnent l'impression d'être fascinés par la télé-réalité, les rubriques de type « ego do globo » et par des pratiques sociales éminemment superficielles (chirurgie esthétique, selfies, obsession marquée pour le bronzage et les bikinis, etc.), alors qu'il n'y a jamais eu autant de Brésiliens dans les rues pour contester un pouvoir politique, même du temps de la dictature militaire (1964/1985). Face à la crise, les médias audiovisuels oscillent entre le catastrophisme, comme *TV Globo*, la première chaîne du pays, et le déni, souvent incapables qu'ils sont de donner un



sens à ces événements. De fait, ces deux dimensions sont déterminantes pour comprendre l'approche des Brésiliens vis-à-vis de leurs problèmes internes et leur capacité à comprendre ce qui se passe.

La population brésilienne consacre en moyenne six heures par jour à regarder la télévision, l'un des records mondiaux [27] et c'est leur principale source d'information sur la crise qui les frappe. Une image courante et vérifiée du Brésil consiste d'ailleurs à penser que sa télévision se réduit au voyeurisme le plus éhonté. Cette situation est en grande partie vraie, mais elle n'a rien d'exceptionnel au vu des programmes qu'on trouve dans le monde où les jeux, la télé-réalité et les émissions sans contenu sont devenues la norme. Il existe certes une autre télévision et la *Fundação Padre Anchieta* [28], créée par l'état de São Paulo en 1967, et la chaîne de télévision *TV Cultura* ont effectivement apporté un peu d'air frais à la lucarne brésilienne, mais ses téléspectateurs constituent une infime minorité de la population brésilienne qui ne peut influencer sur l'opinion publique dans son ensemble ni sur sa capacité à surmonter cette crise.

Le Brésil vit indéniablement au rythme de la télé-réalité, comme *BBB16* (*Big Brother Brasil* de *TV Globo*), des Telenovelas [29], particulièrement celles de *TV Globo*, et il n'est pas déplacé de se demander si la crise qui frappe les institutions politiques n'est pas perçue comme une nouvelle forme de télé-réalité. Au Brésil, la télévision est présente dans 95% des foyers, tandis que moins du quart de la population dispose d'un accès Internet à domicile et qu'au mieux, 20% des Brésiliens lisent des journaux. Les Telenovelas orientent la vie brésilienne par bien des aspects, y compris sa vie sociale, politique et économique, mais elles ne permettent certainement pas d'aider, du moins pas celles actuellement diffusées, à surmonter une crise systémique et à comprendre comment la réduire.

Pour oublier un présent difficile et un avenir incertain, les émissions mélangeant jeux, politique et jolies filles restent donc les plus populaires du Brésil. L'émission *Pânico na TV* de la chaîne *Rede TV* en était un peu la quintessence. Programmée entre 2003 et 2011, elle était animée pour partie par Sabrina Sato, l'une des femmes les plus célèbres du Brésil aujourd'hui. Plus généralement, les couloirs du Sénat et de la Chambre des députés sont régulièrement le théâtre d'une agitation provoquée par de jolies femmes, souvent en bikinis, qui viennent troubler la « tranquillité » des parlementaires, encourageant un mélange des genres qui ne fait en réalité qu'accentuer la perte de crédibilité de la classe politique dans son entier. Ces animatrices d'émissions humoristiques comme *Pânico na TV*, *CQC* de la chaîne *Bandeirantes* ou encore *Programa do Gugu* de *Record*, la deuxième chaîne du pays, circulent dans les coulisses du pouvoir en posant des questions embarrassantes aux élus de tous bords. [Sabrina Sato](#), un temps compagne du député PSD Fábio Salustino Mesquita de Faria, a de fait été la pionnière de cette nouvelle formule qui mêle reportage politique, humour et courbes féminines, au point de ramener l'actualité politique télévisuelle à de quasi-programmes de télé-réalité. Ses questions ont même réussi à faire déraiser de nombreux politiques d'expérience face à la caméra. Selon Heráclito Fortes, premier secrétaire du Sénat, « elle se présente avec des questions ô combien inconvenantes .... Elle a fait [enfiler la culotte rouge de Superman à Eduardo Suplicy](#) [sénateur du Parti des travailleurs] et a dansé un tango avec la moitié du Sénat. Et c'est un succès ». Le prix à payer d'une telle approche est bien évidemment l'absence quasi-totale d'analyses politiques sérieuses à la télévision brésilienne, alors que c'est, et de très loin, l'unique moyen d'information pour une grande partie de la population.

Deuxième problème majeur, la situation économique actuelle et l'inflation mettent à mal la capacité du Brésil à réduire les inégalités sociales, moteur de la politique du PT, et la sécurité alimentaire offerte à pratiquement tous les Brésiliens depuis vingt ans. Ainsi, le coût du plat traditionnel brésilien, le « *arroz e feijao* », mélange de riz et de haricots noirs, nourrissant et normalement bon marché, est un bon indicateur du quotidien que vivent les Brésiliens. Le prix du riz, comme celui des haricots, a fortement augmenté. D'abord pour des raisons climatiques, phénomène auquel les autorités brésiliennes ne peuvent rien. Le phénomène *El Niño* s'est accompagné de fortes pluies en 2015 et d'importantes inondations. De fait, les semis ont pris du retard et les dernières récoltes ont été mauvaises. En 2016, la production de riz pourrait chuter de 10%, selon les estimations de la CONAB [30]. Début 2016, le sac de riz de 5 kg est vendu 12 reais, soit 2,80 euros, et il pourrait passer à 15 reais au cours de l'année 2016. Le prix du sac de 60 kg de haricots a augmenté de 15% en un an. Selon la CONAB, les stocks de riz du Brésil s'établiraient à 283 000 tonnes, de quoi faire face à dix jours de consommation uniquement. De même, les stocks de haricots noirs sont limités à 87 000 tonnes, soit neuf jours de consommation.

Les familles les plus fragiles sont donc directement menacées. Le « *arroz e feijao* » reste le plat de base de la population brésilienne avec une moyenne de 26,5kg de riz consommés par an et par personne et 9,1kg de haricots noirs par an et par personne, mais qui grimpe à 12,3kg dans le Nordeste. Pour faire face à la baisse des récoltes, le Brésil risque de devoir importer des denrées alimentaires courant 2016, paradoxe absolu pour un grenier agricole comme le Brésil. La baisse très significative de la devise brésilienne n'améliore pas ce tableau. Les denrées agricoles sont lourdement affectées par la hausse des prix des engrais importés. Dans le *plano nacional de mineração 2030* [31] paru fin 2010, les experts brésiliens en charge des questions de matières premières avaient pourtant clairement indiqué les vulnérabilités brésiliennes en matière d'engrais en général et en particulier de phosphate et de potasse. Ce document avait été préparé pour donner au Brésil une vision à moyen et long termes sur sa politique minière et sur l'utilisation industrielle et technologique qui pourrait être faite de ses ressources naturelles en appui du secteur agricole. Les Brésiliens, comme c'était précisé dans ce document, ne souhaitent pas dépendre d'entreprises ou d'états étrangers pour le développement de leur secteur minier lié à l'industrie agroalimentaire, en particulier celui des engrais, et insistaient sur le nombre limité d'acteurs dans le monde, la faiblesse de l'offre nationale brésilienne et la contrainte croissante liée aux importations [32].

Avec un dollar US s'échangeant pour environ 4 reais, le prix du sac de riz de 5kg, est aujourd'hui vendu entre 11,5 et 12 reais (soit entre 2,70 et 2,80 euros). Il pourrait monter à 14 ou 15 reais. Cette situation est d'ailleurs évoquée dans la presse brésilienne écrite, en particulier le quotidien la *Folha de São Paulo*. Le sac de 60kg de *haricots rouges* coûte pour sa part 203 reais, contre 142 reais en 2015, selon les sources mêmes du ministère de l'agriculture, soit une hausse de plus de 40%, très supérieure à l'inflation. L'économiste de la CIRAD [33], Patrício Mendez del Villar, estime qu'« *avec le jeu des importations et des exportations, cette situation n'aura pas d'incidence sur la sécurité alimentaire, mais que les prix risquent d'être tendus cette année ... la situation est gênante mais pas préoccupante* ». Malgré tout, l'approvisionnement en denrées alimentaires bon marché des populations brésiliennes les plus pauvres reste, là comme ailleurs, un paramètre déterminant de la stabilité sociale du pays. C'est évidemment un indicateur qui doit être suivi en cas d'aggravation de la crise sociale et politique au Brésil.

**Troisième grand point de blocage pour la société brésilienne, l'état des infrastructures les plus basiques** (routes et voirie, écoles primaires, éclairage, traitement des eaux usées, logements sociaux, etc.) qui laissent totalement à désirer. Or, il faut là aussi rappeler que la concentration des populations sur les côtes, au sud en particulier, provoque un engorgement des infrastructures existantes, sans projet structurant pour améliorer une situation souvent tendue. La crise que connaît le Brésil a d'ailleurs eu pour événement déclenchant la hausse des tarifs des transports publics souvent vétustes, bondés, inadaptés et de toute façon insuffisants pour transporter les plus modestes vers leurs lieux de travail.

Ces problèmes de transports vont croître. De fait, si la population brésilienne est estimée à 204 millions d'habitants en 2016, les prévisions démographiques prévoient 210 millions d'habitants en 2020 et 222 millions en 2050, avec un taux de fécondité tombé à 1,82 enfant/femme, mais où la population urbaine et proche du littoral (moins de 100 kilomètres) devrait représenter près de 80% de la population du pays. Le réseau ferroviaire est inadapté, en réalité inexistant, par comparaison avec les besoins croissants en transports du Brésil. Le seul projet d'envergure est un projet chinois de contournement de Panama par le rail, à travers le Brésil et le Pérou. En effet, en visite au Brésil en mai 2015, le Premier ministre Chinois Li Keqiang a signé pour plusieurs milliards de dollars d'accords économiques dont le plus important est le financement d'une voie ferrée transcontinentale qui va relier le Brésil au Pérou ; c'est à dire l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique et à l'Asie.

Il en est de même pour les ports, pourtant indispensables à l'économie brésilienne. Le trafic portuaire reste surtout concentré à Rio de Janeiro et dans la région de São Paulo et l'état de ces infrastructures mécontente régulièrement les entrepreneurs brésiliens [34] qui doivent affronter des retards de livraison importants à l'importation comme à l'exportation.

Avant de devenir la grande puissance mondiale à laquelle il aspire, **le Brésil doit donc passer par de nouveaux et profonds changements structurels**. A titre d'exemple, quel que soit le sujet traité, la question de la bonne gouvernance est au cœur des problèmes les plus actuels du Brésil. La prise de décision et l'adoption de réformes est souvent lente et difficile. Les formalités bureaucratiques et la paperasserie administrative n'ont souvent rien à envier aux régimes politiques les plus fermés. Cette situation accroît la nécessité d'arbitrages qui peuvent rapidement déboucher, au pire, sur des règlements de compte sordides, au mieux, sur des compromis tout à fait bancals.

Les fragilités sociales, c'est un truisme de le souligner, freinent la croissance potentielle du Brésil en laissant se développer des économies parallèles ou des modes d'administration concurrents susceptibles de décrédibiliser davantage les initiatives gouvernementales. La vision généralisée d'habitations ressemblant toutes à des forteresses ne donne d'ailleurs pas forcément envie de s'installer au Brésil par les contraintes qu'elles imposent au quotidien, sans même parler du coût financier, humain et psychologique de la sécurité intérieure au Brésil.

Les Brésiliens relèvent parfois le défi de ces contraintes par la dérision. A titre d'exemple, <http://www.tiririca2222.com.br/> le clown Tiririca a été élu à la Chambre de députés en octobre 2010. Artiste de cirque, [théoriquement analphabète et donc inéligible, rattaché au Parti de la République \(Partido da República\), Francisco Everardo Oliveira Silva](#) de son véritable nom, fut le député le mieux élu de l'Etat de São Paulo en 2010, avec plus d'1 348 000 voix, grâce à une campagne où il apparaissait en public coiffé d'un chapeau rouge, d'une

perruque et vêtu de couleurs criardes : « *vous ne savez pas ce que fabrique un député ? Moi non plus ! Alors, élistez moi à Brasilia et je vous raconte tout ça* », proclamait-il dans son message publicitaire se terminant par ce slogan : « *Tiririca ? Pire, y a pas !* » Un autre de ses slogans affirmait « *mieux vaut un politicien habillé en clown que des clowns déguisés en politiciens* ».

Cet exemple peut faire sourire, mais il est aussi la traduction du désarroi qui frappe le Brésil d'aujourd'hui. Il faut encore une fois insister sur ces points clefs que sont **la faiblesse des infrastructures, l'importance d'une corruption massive, le poids de la bureaucratie et une délinquance endémique qui sont les plus grands défis auxquels le Brésil doit se confronter, en dehors des questions essentielles de recul de la pauvreté et des inégalités toujours très criantes**. Que le Brésil possède l'un des indices de Gini [35] les plus défavorables du monde en dit long sur le chemin qui lui reste encore à parcourir pour se moderniser.

**Deux scénarios d'avenir** semblent donc se dégager pour le Brésil.

**Un premier, plutôt positif**, s'appuie sur l'estimation selon laquelle, soutenu par le retour de la croissance économique, le Brésil disposerait des moyens d'améliorer significativement son environnement social, culturel et politique. Le Brésil se doterait des capacités nécessaires à ses ambitions désormais mondiales, en se donnant des outils pour s'affranchir plus encore de la dépendance étrangère en matière économique et technologique. Le Brésil aurait alors les moyens de devenir une véritable grande puissance mariant harmonieusement les nouvelles technologies, plus d'équité sociale, le football et l'art de la plage. En France, la commission économique du Sénat avait, non sans humour, adopté cette option dans son rapport intitulé « *le géant vert* » consacré à la montée en puissance du Brésil [36].

**Un second scénario, plus crédible**, serait le reflet fidèle d'un tassement à moyen et plus long termes des performances sociales, politiques et économiques du Brésil lié à ses problèmes structurels les plus criants : inégalités sociales, absence d'équité face à la police et à la justice, violences urbaine et rurale [37], manque de compétitivité de nombreuses branches industrielles, innovation technologique insuffisante, manque de main d'œuvre qualifiée, administration défaillante et tatillonne. Malgré sa forte attractivité sur les cœurs et les esprits, l'art de vivre à la brésilienne n'est pas tout ; encore faut-il qu'il soit effectivement partagé par la majorité de la population pour rendre le pays vivable. Clairement, ce scénario grève les capacités et les ambitions de ce pays à peser sur la scène internationale.

Il donne *de facto* raison au commentaire ironique faussement attribué au Général De Gaulle qui estimait que le Brésil était un grand pays d'avenir et le resterait encore longtemps (on lui prête tout aussi faussement la formule « *le Brésil n'est pas un pays sérieux* »). En réalité, la citation sur le pays d'avenir serait éventuellement de Georges Clemenceau, suite à son séjour de trois mois en Amérique du sud en 1911. On peut malgré tout douter de la véracité de cette formule qui ne figure en tout cas pas dans ses notes ni dans l'ouvrage tiré de ce voyage.

Clemenceau livrait en effet des récits de son voyage en épisodes pour le magazine *l'Illustration*. Ils ont ensuite été publiés chez Hachette sous le titre de *notes de voyage dans l'Amérique du sud* [38]. Dans cet ouvrage, parlant de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay, Clemenceau estimait que « *leur effort permanent est d'emprunter à chaque nation d'Europe ce qu'elle a de meilleur pour constituer là-bas, sur de fortes assises, des sociétés dont le développement sera d'autant plus redoutable un jour que la nouvelle puissance économique*

*aura peut-être pour contrepois fatal les embarras d'une situation européenne qui ne tend pas à s'alléger* ». Cette dernière citation donne effectivement une image prémonitoire, un siècle plus tôt, de ce qui était susceptible d'arriver dans cette partie du monde, tout particulièrement au Brésil et à l'Argentine.

Il est cependant aujourd'hui difficile de parler du Brésil dans les seuls termes de pays d'avenir ; le Nordeste montrant par exemple, crument, ce qui reste à accomplir. Un pays où se côtoient le sous-développement le plus extrême et les richesses les plus flagrantes ne peut avancer d'un même pied sans connaître de violentes forces centrifuges. Le Brésil n'a certes pas l'histoire troublée de certains de ses partenaires latino-américains comme le Mexique. Pour autant, il a connu dans son histoire de graves révoltes et la période de dictature des années 1964/1985 n'était pas un hasard de l'histoire. Les périodes de démocratie ont en réalité été peu nombreuses et le Brésil a plutôt connu le règne d'oligarchies successives ; la plus emblématique étant celle des barons du café, de la chute de l'Empire en 1889 à la première arrivée au pouvoir de Getulio Vargas en 1930.

De même, la période plus faste d'un point de vue macroéconomique qu'a connu le Brésil après 1994 et les réformes du président Cardoso ne doit pas faire oublier qu'il s'est trouvé à deux doigts de la banqueroute et d'un scénario à la grecque en 1997. Cette année-là, la crise économique asiatique, provoquée par une subite dévaluation de la devise thaïlandaise, le Baht, manqua d'entraîner l'Argentine, le Brésil et bien d'autres Etats d'Amérique du Sud dans un gouffre économique et financier durable et de grande ampleur. Certains Etats de la fédération brésilienne étaient d'ailleurs en situation de faillite, comme l'Alagoas (Etat côtier du Nordeste). C'est d'ailleurs à ce moment que l'Etat central, incapable de faire face à ses devoirs, a délégué à de nombreuses sociétés privées une partie non-négligeable de l'ordre public. Des guérillas étrangères, venues du Pérou ou de Colombie, ont alors utilisé le territoire brésilien comme sanctuaire en l'absence de réactivité des forces brésiliennes, tout particulièrement dans les régions amazoniennes.

**En mai 2016, la crise politique montre que le Brésil n'a pas de stratégie pour s'en sortir.** Peu importe que Dilma Rousseff soit destituée ou démissionne dans un proche avenir car ce n'est pas à proprement le problème central du Brésil, même si le blocage politique et institutionnel contribue à entretenir la crise.

\*

**En conclusion, rien n'est donc acquis.** Le Brésil doit être extrêmement prudent quant à la mise en œuvre de sa stratégie de développement et faire face lucidement à la crise générale qu'il traverse aujourd'hui.

La tenue des Jeux olympiques à Rio de Janeiro en août 2016 permet provisoirement d'écarter les décisions qui fâchent. Or, le Brésil doit financer la construction et l'achèvement d'infrastructures sportives et autres qui sont loin d'être achevées, comme le prolongement d'une des lignes de métro. L'état actuel des infrastructures telles que la voirie, les aéroports et les systèmes ferroviaires les rend insuffisantes pour accueillir l'ensemble des visiteurs prévus. De plus, il faut que de nouveaux stades soient construits, ou que ceux qui existent soient modernisés. Le coût des infrastructures est estimé à plus de 13 Mds d'euros pour les Jeux, pour un budget de départ de 8,5 milliards. L'essentiel du financement vient des fonds publics.

Le gouvernement communique le moins possible sur cette question, tenant compte de sa dernière expérience de la coupe du monde de 2014. Il reste peu de temps aux entreprises de construction pour finir leurs projets. La qualité de la construction devrait s'en ressentir. Néanmoins, les entreprises comme *Odebrecht*, très impliquée dans le scandale *Petrobras*, essaient de finir à temps les projets les plus urgents ; ce qui est une gageure à moins de trois mois des Jeux.

Côté sécurité, enjeu d'autant plus crucial qu'il est résolument prioritaire en raison de l'image négative qu'il peut donner du Brésil sur la scène mondiale, le gouvernement a investi dès la Coupe du monde de football dans de nouvelles technologies, par exemple l'« Ex-Eye » créé par la compagnie « Ex-Sight.com ». Ce sont des lunettes capables d'identifier les visages des criminels pour que l'équipe de sécurité puisse les faire exclure ou les expulser. La force aérienne brésilienne (FAB) restaure cinq avions de modèle E99 qui ont la capacité de « détecter la partie supérieure du ciel, suivre et identifier les cibles aériennes et de transmettre ces informations aux centres de contrôle ». Le gouvernement a modernisé les forces de police et face à la menace du terrorisme islamiste [39], le budget consacré à la sécurité est de 1,25 Md €, un montant perçu comme excessif par les Brésiliens. Enfin, afin de combattre les activités illicites des gangs, le gouvernement brésilien utilise une force policière appelée *BOPE (Batalhão de Operações Policiais Especiais)* pour éradiquer les trafiquants de drogue et leurs chefs, et l'*UPP (Unidade de Polícia Pacificadora)*, un type de police installée sur le terrain après que les gangs en aient été chassés. Son but est de « pacifier » les quartiers, en offrant des services sociaux et de la sécurité, en lieu et place des gangs.

Ces Jeux olympiques seront donc l'occasion, pour la presse internationale, de se pencher sur la réalité, les réalités, du Brésil, en essayant, il faut l'espérer, de ne pas trop en faire sur les habituels clichés qui finissent par donner une vision totalement déformée de ce pays.

*Copyright Mai 2016-Paillard-Diploweb.com*

---

**Plus**

**Vidéo. H. Théry Quelle géopolitique du Brésil sous Bolsonaro ? 2020**

Voir [la vidéo accompagnée de son résumé validé par H. Théry](#)

---

**Plus**

**Quelques sites de référence pour mieux comprendre le Brésil d'aujourd'hui :**

<http://www2.planalto.gov.br/>

C'est le site officiel de la présidence du Brésil, actuellement occupée par Dilma Rousseff. Le Planalto est en réalité le nom du palais de la présidence (l'Elysée brésilien).

<http://www.itamaraty.gov.br/>

Itamaraty était le palais qui a longtemps abrité le ministère des affaires étrangères à Rio de Janeiro. Par extension, c'est devenu l'expression pour qualifier ce ministère, comme le « quai d'Orsay » en France.

<http://www.institutorio Branco.mre.gov.br/pt-br/>

L'Institut Rio Branco est « l'ENA des diplomates brésiliens ». José Maria da Silva Paranhos Júnior (1845-1912), Baron de Rio Branco, est resté la référence de la diplomatie brésilienne. Il a réglé les principaux litiges frontaliers du Brésil avec ses voisins par la négociation et l'arbitrage. Il est de ce fait devenu le modèle de référence d'une diplomatie brésilienne faite de compromis et d'utilisation de moyens pacifiques, au cœur des réflexions sur le monde multipolaire.

La revue franco-brésilienne de géographie *Confins* : <http://confins.revues.org/>

Depuis sa création en 2007, cette revue, dirigée par Hervé Théry, directeur de recherche au CNRS, a publié 26 numéros (trois numéros par an) avec des articles en français et en portugais sur de multiples points touchant à la vie du Brésil. Le dernier numéro, publié début 2016, aborde entre autre la question de l'utilisation de l'outil statistique dans les travaux de recherche et d'analyse.

Concernant l'appréciation du Brésil, je renvoie au numéro 14 de la revue qui précise que « *les représentations les plus fréquentes de paysages brésiliens dans les manuels correspondent dans la majorité des cas à la forêt amazonienne et aux villes de São Paulo et Rio de Janeiro ... les simplifications d'un pays aussi vaste et complexe que le Brésil à partir de visions fragmentées de la réalité révèlent également les stéréotypes et les clichés de son propre territoire* ». On ne saurait mieux dire.

<http://www.iheal.univ-paris3.fr/>

Le site de l'Institut des hautes études d'Amérique latine offre de nombreux travaux et de nombreuses informations sur les publications les plus récentes consacrées au Brésil.

<http://www.cebri.com.br/cebri/>

Le centre brésilien des relations internationales est l'une des principales références brésiennes en matière de réflexion sur le Brésil dans les relations internationales.

<http://www.cggee.org.br/>

Dépendant du ministère des sciences, des technologies et de l'innovation, le centre de gestion et d'étude stratégique de Brasilia se démarque des think tanks plus traditionnels en se consacrant avant tout aux problématiques économiques, technologiques et environnementales.

<http://www.iri.puc-rio.br/>

L'université catholique de Rio de Janeiro dispose de son centre de recherche en relations internationales. Ses publications sur Internet sont aussi en langue anglaise.

Le décès de Stéphane Monclair le 21 mars 2016 ne doit pas nous faire oublier ses travaux et ses recherches sur le Brésil, en particulier ses analyses sur la vie politique brésilienne.

**On peut enfin se reporter aux documents suivants parus en langue française :**

- . BOHOU Jean-Marie, géopolitique et projection de puissance du Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle, L'Harmattan, Paris, octobre 2007.
- . GERVAISE Yves, *géopolitique du Brésil*, PUF, Paris, mars 2012.
- . MUXAGATO Bruno, la politique étrangère du Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle, l'action autonomiste et universaliste d'une puissance mondialisée, préface de Georges COUFFIGNAL, L'Harmattan, Paris, avril 2015.
- . MUXAGATO Bruno, *l'affirmation du Brésil comme puissance globale*, AFRI 2013, volume XIV, Paris, janvier 2015. L'article est disponible sur le site [www.afri-ct.org/L-affirmation-du-bresil-comme](http://www.afri-ct.org/L-affirmation-du-bresil-comme)
- . ROLLAND Denis & LESSA Antônio Carlos, *relations internationales du Brésil, les chemins de la puissance*, L'Harmattan, Paris, deux volumes, novembre 2010. Le volume 1 est consacré aux aspects globaux ; le volume 2 aux enjeux régionaux.
- . THERY Hervé, *le Brésil, pays émergé*, collection Perspectives géopolitiques, Armand Colin, Paris, avril 2014.
- . *L'empire (pacifique) du Brésil*, ouvrage collectif. L'esprit du temps, Paris, mai 2015.
- 

## **P.-S.**

Christophe-Alexandre Paillard, Haut fonctionnaire, Directeur du domaine « armement et économie de défense » de l'Institut de Recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM). Maître de conférence à Sciences Po Paris, à l'IEP de Rennes et à l'Institut catholique de Paris. Chercheur associé de l'Université Bernardo O'Higgins (UBO, Santiago, Chili). Les propos, commentaires et réflexions contenus dans cet article n'engagent que leur auteur à titre personnel et ne sauraient correspondre à aucune position officielle

---

## **Notes**

[1] La Cité de Dieu fait bien évidemment référence à l'ouvrage de Saint Augustin, *De Civitate Dei contra paganos* ou la Cité de Dieu contre les païens. C'est aussi un film brésilien, coréalisé par Fernando Meirelles et Kátia Lund, et sorti en 2002. Il est adapté du roman du même nom écrit par l'auteur brésilien Paulo Lins en 1997. Le film a pour site une favela éponyme située à Rio de Janeiro, au nord du quartier de Barra da Tijuca, à proximité des principaux sites olympiques.

[2] Voir l'ouvrage de Stefan Zweig, *le Brésil terre d'avenir*, collection le livre de poche, Paris, 2002 (publié en 1941)

[3] On peut par exemple se reporter aux articles du Professeur Luiz Flávio Gomes (voir son site : <http://professorlfg.jusbrasil.com.br/> ) ou à l'ouvrage de Palmério Dória intitulé « Honoráveis bandidos : um retrato do Brasil na era Sarney » paru en 2012 chez Geração editorial.



[4] Dans le cadre de l'opération Kärcher (operação lava jato) lancée par le juge Sergio Moro, le Tribunal suprême fédéral a voté à l'unanimité le 3 mars 2016 l'engagement de poursuites contre Eduardo Cosentino da Cunha pour corruption passive et blanchiment d'argent.

[5] Le chef de cabinet de la maison civile de la présidence est un mélange de Secrétaire général de la présidence et de directeur de cabinet. Ayant rang de ministre, il est parfois comparé au poste français de Premier ministre, mais ce n'est un poste à la fois administratif et politique. Il n'est pas responsable devant le Congrès comme peut l'être le Premier ministre britannique devant la Chambre des Communes.

[6] Concernant l'appréciation d'un « Brésil puissance » régulatrice, on peut citer le dossier d'Inès Trépant sur les pays émergents intitulé « pays émergents et nouvel équilibre des forces » paru en 2008 au CRISP. Voir :

<https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2008-6-page-6.htm>

[7] Sur ces différentes questions, on peut se reporter à de multiples travaux universitaires. Parmi tous les documents de recherche pouvant être cités, pour se limiter à quelques exemples, on peut se reporter à : Helena Hirata, Tendências recentes da precarização social e do trabalho, Caderno CRH, Salvador, vol.24, PP.15/22, 2011, [www.scielo.br/pdf/ccrh/v24nspe1/a02v24nspe1.pdf](http://www.scielo.br/pdf/ccrh/v24nspe1/a02v24nspe1.pdf) ; Nora Krawczyk, Reflexão sobre alguns desafios do ensino médio no Brasil hoje, Cadernos de Pesquisa, V.41, N°144, septembre/décembre 2011, [www.scielo.br/pdf/cp/v41n144/v41n144a06.pdf](http://www.scielo.br/pdf/cp/v41n144/v41n144a06.pdf). Sur les questions plus spécifiques d'accès à l'eau, on peut se reporter à l'ouvrage collectif Águas do Brasil, análises estratégicas, de l'Académie des Sciences du Brésil et de l'Institut botanique de São Paulo paru en 2010, [www.ianas.org/books/aguas\\_do\\_brasil\\_Final\\_02\\_opt.pdf](http://www.ianas.org/books/aguas_do_brasil_Final_02_opt.pdf)

[8] Voir le site de la Semana do Clima : [www.semanadoclima.org.br](http://www.semanadoclima.org.br)

[9] C'est un évènement auquel j'ai moi-même participé comme intervenant. Ces échanges ont eu lieu du 30 octobre au 6 novembre 2015 à Rio de Janeiro.

[10] Le site d'information en ligne francophone « my little Brazil » donne un résumé synthétique de la situation de l'eau potable au Brésil :

<http://www.mylittlebrasil.com.br/qualite-eau-courante-bresil/>

[11] Sur cette question du rang du Brésil dans l'économie mondiale, il n'est pas inutile de se reporter au rapport extrêmement optimiste du Centre for Economics and Business Research (CEBR) de décembre 2011 :

<http://www.cebr.com/wp-content/uploads/Cebr-World-Economic-League-Table-press-release-26-December-2011.pdf>

[12] Estimations de la Banque centrale du Brésil. Voir leur site : [www.bcb.gov.br/](http://www.bcb.gov.br/) et en particulier les « indicadores econômicos consolidados » de la BCB.

[13] Voir le site du FMI consacré au Brésil : [www.imf.org/external/country/BRA/](http://www.imf.org/external/country/BRA/)

[14] Voir le site de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) : [www.ibge.gov.br/](http://www.ibge.gov.br/)

[15] Je cite volontairement et régulièrement des valeurs en Dollars, outil de référence des grandes institutions financières internationales, plutôt qu'en Real dont la valeur n'est pas forcément connue des lecteurs.

[16] Voir leur site : <http://www.businessinsider.com/apple-iphones-in-brazil-cost-1200-2014-2?IR=T>

[17] Voir leur site : <http://www.goldmansachs.com/our-thinking/archive/brics-dream.html>

[18] Exemple de l'intérêt pour le Brésil des grands groupes pharmaceutiques mondiaux, fin 2010, le géant américain de la pharmacie Pfizer a acheté 40% du laboratoire brésilien Teuto (état du Goiás) pour 238 millions de dollars US. Cet achat partiel visait à renforcer la position de Pfizer au Brésil, mais il était surtout révélateur de deux phénomènes : le Brésil est devenu un marché lucratif pour les produits pharmaceutiques et il est aussi un formidable réservoir potentiel de médicaments en raison de l'étendue de sa biodiversité. Le portefeuille de Teuto comprend près de 250 produits dans un large éventail de domaines thérapeutiques, tels que la douleur, les maladies cardiovasculaires, les anti-infectieux, le système nerveux central et les voies respiratoires. Teuto est un acteur majeur des médicaments génériques et Pfizer affiche clairement son intention, par cet achat, d'occuper une position clef sur le marché mondial des médicaments des pays émergents par l'intermédiaire des génériques produits au Brésil.

[19] Le Brésil est revenu siéger au Conseil de Sécurité des Nations unies en 1988 comme membre non-permanent. Son mandat était de deux ans. Voir le site du Conseil de Sécurité des Nations unies : <http://www.un.org/fr/sc/members/elected.asp>

[20] Le président José Sarney a présenté cette revendication à l'Assemblée générale des Nations unies en 1989. Plus largement, cette revendication d'élargissement du nombre d'Etats membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies émane également de l'Allemagne, du Japon et de l'Inde. Ces Etats proposent aussi l'attribution d'un siège permanent à un pays africain, sans préciser lequel et pourquoi, afin de passer à dix membres permanents. Selon ces quatre Etats, dont le Brésil, la nouvelle composition aurait l'avantage supposée de faire participer davantage les grands Etats représentatifs à la prise de décision au sein du Conseil. Les points de vue sur l'attribution d'un droit de veto à ces nouveaux membres divergent.

[21] Voir sa biographie sur le site Pastoral da Criança : <http://www.pastoraldacrianca.org.br/biografia-dra-zilda>

[22] Felipe Miranda, O fim do Brasil : a crise da economia. Os bastidores da censura. A proteção do seu patrimônio. Editeur : Escrituras. 2014.

[23] Voir le site de Felipe Miranda, Empiricus Research : <http://www.empiricus.com.br/>

[24] L'analyse développée dans l'ouvrage la société du spectacle de Guy Debord, paru en 1967 chez Buchet/Castel, s'applique particulièrement bien à la société brésilienne où, sans exagération, l'aliénation liée à la société de consommation atteint de très nombreux milieux sociaux brésiliens.

[25] Dans un contexte de mondialisation de l'économie et d'une démocratisation progressive de l'Amérique latine est signé le 26 mars 1991 le traité d'Asunción entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay qui donne naissance au Mercosur/Mercosul. Le but est d'aboutir graduellement à la création d'un marché commun grâce à la mise en place préalable d'une zone de libre-échange puis d'une union douanière. Cette union douanière est chose faite au 1er janvier 1995, même si le tarif douanier zéro ne s'appliquait qu'à 95% du commerce interrégional et le tarif extérieur commun qu'à 85% des produits importés de l'extérieur. En juin 1996, le Chili est devenu membre associé du Mercosul, suivi peu après par la Bolivie, puis par la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Le Venezuela est devenu membre du Mercosul en 2012.

[26] Les deux couleurs du drapeau brésilien, adopté dans sa présente version en 1968, combinent un fond vert et un losange or. Au cœur du losange occupant le centre du drapeau se trouve un rond bleu parsemé d'étoiles blanches de tailles différentes. Elles représentent les constellations du ciel de Rio le soir du 15 novembre 1889, jour de la proclamation de la république du Brésil. Composé par des personnalités scientifiques comme le philosophe et mathématicien Raimundo Teixeira Mendes (1855/1927), le drapeau présente entre autre les constellations du petit chien, du grand chien, la croix du sud et le scorpion. Les étoiles sont au nombre de 27 : une pour chacun des 26 états fédéraux et la plus petite pour le district fédéral de Brasilia. Chacune de ces étoiles correspond à un état. Par exemple, l'état de São Paulo est représenté par l'étoile Alpha Crucis. Traversant le ciel étoilé, une bannière blanche affiche la devise inspirée d'Auguste Comte Ordem e Progresso (ordre et progrès).

[27] Voir par exemple l'article de la Folha consacré à cette question : <http://f5.folha.uol.com.br/televisao/2015/12/1723883-brasileiro-passou-5-horas-por-dia-assistindo-tv-em-2015.shtml>

[28] [http://www.saopaulo.sp.gov.br/orgaos/fundacoes\\_padre-anchieta](http://www.saopaulo.sp.gov.br/orgaos/fundacoes_padre-anchieta)

[29] A titre d'exemple, l'une des Telenovelas les plus populaires, Viver a Vida (Vivre sa vie), a été diffusée de septembre 2009 à mai 2010. Elle a été suivie par Passione, qui reprit le créneau de l'interminable saga familiale se jouant, dans ce cas précis, entre São Paulo et la Toscane. Sur TV Globo, quatre feuilletons sont diffusés chaque jour à partir de 17h30. Celui de 21h00, qui commence après le journal télévisé, remporte la plus forte audience avec une moyenne de quarante millions de téléspectateurs, en majorité des femmes venues de tous milieux sociaux confondus.

[30] Voir le site de la CONAB (Companhia nacional de Abastecimento) : [www.conab.gov.br/](http://www.conab.gov.br/)

[31] Le plano nacional de mineração 2030 est disponible et téléchargeable sur le site suivant :

[http://www.mme.gov.br/sgm/menu/plano\\_de\\_mineracao\\_2030/plano\\_nacional\\_2030.html](http://www.mme.gov.br/sgm/menu/plano_de_mineracao_2030/plano_nacional_2030.html)

[32] Page 92 du rapport : « compreendendo um amplo mercado, a oferta de minerais de fosfato e potássio, no mundo e no Brasil, é realizada por um reduzido número de países e empresas que produzem, a partir de minerais beneficiados, componentes intermediários e produtos finais, fertilizantes contendo os macronutrientes NPK. A oferta nacional é insuficiente para o atendimento da demanda desses nutrientes, a qual é satisfeita por importações, que têm sido crescentes nos últimos anos ».

[33] La CIRAD (centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) est un établissement public français : [www.cirad.fr](http://www.cirad.fr)

[34] Voir le site

<http://www.jornalportuario.com.br/modal/ultimas-noticias/os-12-melhores-portos-publicos-brasileiros>

[35] Le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, développée par le statisticien Italien Corrado Gini (1884-1965). C'est en fait un nombre variant de 0 à 1. 0 signifie l'égalité parfaite de revenu ; 1 signifie l'inégalité totale où une personne dispose de tous les revenus. L'indice brésilien est actuellement de 0,54, proche du Honduras ou du Guatemala, soit l'un des coefficients les plus inégalitaires du monde. Le poids de la délinquance s'explique aussi et surtout par cette prégnance des inégalités sociales.

[36] En dehors de ce rapport du Sénat intitulé « le géant vert » publié en 2008, on peut se reporter aux rapports Brésil, l'émergence d'une puissance globale réalisé par la Commission des Affaires étrangères et de la défense du Sénat (Sénateurs Josselin de Rohan, Jean Besson, Bernard, Piras et Yves Pozzo di Borgo ; N°662 ; juin 2011) et Brésil : les défis d'une puissance émergée (Sénateurs Laurence Cohen, Georges Patient, Leila Aichi et Michel Savin ; Groupe interparlementaire d'amitié France/Brésil ; rapport n°121 ; septembre 2014).

[37] Comme le confirme le CEPEDDES (Centre de recherche en droit et en sécurité, [www.cepedes.org.br/](http://www.cepedes.org.br/)), les chiffres 2015 de la criminalité et du nombre de meurtres au Brésil témoignent d'une dégradation continue de la situation sécuritaire au Brésil depuis plus de dix ans, avec un taux d'élucidation des affaires inférieur à 8% du total. Hors pays en guerre, le Brésil détient le record du nombre d'homicides dans le monde avec 10% du total (environ 60.000 personnes tuées en 2015), alors qu'il ne représente que 2,8% de la population mondiale. La situation sécuritaire est particulièrement grave dans certains états nordestins comme l'Alagoas qui présente un taux d'homicides de 63 pour 1.000 habitants, même si la situation s'est sensiblement améliorée dans les états du sud du pays durant cette période. La crise économique n'est pas seule responsable : le poids de l'histoire, la déscolarisation, la déstructuration de nombreuses familles, le rôle « d'éducateur forcé » confié à la télévision pour nombre de jeunes et d'adolescents, l'accès aisé aux armes et le maintien de lourdes inégalités sociales et raciales sont quelques-uns des facteurs contributifs à cet excès de violence.

[38] L'ouvrage de Georges Clemenceau publié en 1911 chez Hachette, notes de voyage dans l'Amérique du sud, reste une référence. Ces notes couvrent également l'Argentine et

l'Uruguay. Il décrit Rio, Petropolis, Theresópolis et fait de longs développements sur le café, les serpents venimeux, la flore ou les relations raciales. De nombreux commentaires sont marqués par l'acidité coutumière de Clemenceau. Les commentaires sur le Brésil pays d'avenir ne figurent pas dans ce livre pas plus, à ma connaissance, que dans d'autres écrits de Clemenceau. L'Unesco a réédité cet ouvrage en 1991. Il est actuellement indisponible bien que consultable en ligne sur le site suivant de la Bibliothèque nationale :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5552238b>

[39] Voir la presse brésilienne qui reprend les éléments de langage de l'Agência Brasileira de Inteligência (Abin) :

[http://www.em.com.br/app/noticia/nacional/2016/04/14/interna\\_nacional,752998/agencia-co-nfirma-existencia-de-ameaca-de-terrorismo-ao-brasil.shtml](http://www.em.com.br/app/noticia/nacional/2016/04/14/interna_nacional,752998/agencia-co-nfirma-existencia-de-ameaca-de-terrorismo-ao-brasil.shtml)